



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 21 novembre 2017

Après la manifestation du 16 novembre, préparons la suite !

À l'appel de la CGTR, de FO, de la FSU et de l'UNEF nous nous sommes retrouvés à plusieurs centaines à manifester le 16 novembre dans les rues de Saint Denis. Travailleurs et travailleuses du Commerce, de l'aide à la personne, du BTP, de la métallurgie, des Docks et de bien d'autres secteurs, tous étaient là pour dénoncer les mauvais coups du gouvernement Macron/Philippe qui ne cesse de légiférer contre les travailleurs, les chômeurs et les retraités depuis son installation aux commandes du pays en mai dernier.



Après s'être attaqué aux indemnités en cas de licenciements abusifs, avoir diminué les APL, décidé d'augmenter le pourcentage de la CSG au 1er janvier 2018, de supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique, il va poursuivre avec les retraites dont il veut encore reculer l'âge de départ. Il vient de décider de supprimer les accueils au public dans les préfectures et les trésoreries mettant dans l'embarras tous ceux qui sont dépourvus de matériel informatique, les plus pauvres et les plus âgés.

À ces agressions directes contre les travailleurs, le gouvernement en prépare d'autres dont les effets se feront sentir par les classes laborieuses de façon différée et donc de façon plus pernicieuse en réduisant encore sa dotation financière aux collectivités... qui ne manqueront pas, pour équilibrer leurs budgets, d'augmenter les impôts locaux.

Encouragé par ces annonces, le patronat se sent pousser des ailes dans les entreprises. Il sait qu'il peut licencier à pas cher (des calculs récents font état d'indemnités divisées par trois ou quatre depuis le vote des ordonnances), qu'il peut contourner les accords passés dans les entreprises avec les syndicats, les dispositions des conventions collectives.

Face à cette offensive combinée du patronat et de son gouvernement, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se mobiliser pour mettre un coup d'arrêt à leurs prétentions destructrices en matière de droits sociaux. La CGTR qui s'est opposée aux lois Travail du gouvernement précédent, s'opposera avec la même énergie à celles de Macron. Ses militants doivent apporter constamment toutes les explications nécessaires, prendre toutes les initiatives appropriées (réunion des syndiqués, du personnel) pour préparer et amplifier la riposte !

Mayotte : tout ne va pas bien dans les bahuts !

Jeudi 16 les enseignants des lycées et collèges de Mayotte ont fait grève et ont manifesté derrière leurs couleurs syndicales dont la CGT ÉDUC'ACTION Mayotte.

Le personnel de l'Éducation nationale a crié son ras-le-bol du manque de moyens, de la vétusté de certains établissements, des sureffectifs dans les collèges et les lycées et a réclamé la construction de nouvelles classes et de nouveaux établissements.

Selon nos camarades, le manque de place pour les élèves « se traduit dans le premier degré par des rotations dont tout le monde voit le désastre pédagogique. » Dans le second degré, les établissements surchargés amplifient le problème de violence dans et aux abords de ces lieux d'enseignement.

Le manque de personnel est criant ; les affectations, notamment des contractuels, se font tardivement ; certains personnels se retrouvent parfois sans contrat et/ou sans salaire.

Face à cette situation d'urgence que dénonce la CGT ÉDUC'ACTION, les différents gouvernements font la sourde oreille.

Pour nos camarades, « pour obtenir gain de cause » il n'y a pas d'autres moyens que de « renforcer l'action collective ! »

Double peine pour les licenciés de l'Immobilière de La Réunion (Apavou)

Suite à la liquidation, fin août, de l'Immobilière de La Réunion (groupe Apavou), 39 salariés de cette entreprise ont perdu leur emploi. Cette société de location immobilière était redevable de 7 millions d'euros de cotisations sociales.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Malgré les relances de la Sécu et des caisses de retraite, la famille Apavou, riche à millions, donc tout à fait capable de régler sa dette, a toujours manœuvré pour ne pas s'acquitter de son dû.

Ces 39 travailleurs se retrouvent sans salaire depuis deux mois et demi. L'administrateur judiciaire ne leur a toujours pas réglé leur salaire de septembre qu'il s'était engagé à leur verser et ils ne disposent toujours pas des documents nécessaires pour s'inscrire aux Assedic.

L'appareil judiciaire et l'État, si complaisants à l'égard de ce groupe capitaliste, montrent à l'inverse leur indifférence totale à l'égard de ces travailleurs qui ont donné pour certains jusqu'à 30 ans de leur courage. Ces ouvriers se retrouvent sans le sou, en interdit bancaire, incapables de payer leur loyer, de se nourrir et de nourrir leurs familles correctement.

La vraie justice ce voudrait que l'État oblige Apavou à continuer à payer ceux qu'il a contribués à mettre sur la paille, en prenant sur sa fortune accumulée sur leur dos pendant des décennies.

SRCB : mort au travail

Lundi 13 novembre, « un mécanicien de 57 ans a perdu la vie alors qu'il intervenait sur un chariot-élévateur dans l'enceinte de la société SRCB, dans la ZI du Chaudron. Il a eu la tête écrasée par la cabine de l'engin qui a basculé pour une raison encore inconnue » (le JIR du 14 11 2017).

Une enquête est en cours pour déterminer quelles sont les causes de cet accident. Il semble que cet ouvrier était seul à travailler sur cet engin. Était-ce normal ? Comment la cabine a-t-elle pu descendre soudainement, les mesures de sécurité nécessaires à cette intervention ont-elles été toutes prises par la direction de cette entreprise ?

Une entreprise qui fait partie du groupe Chane-Ki-Chune, propriétaire du Quotidien et de dizaines d'autres entreprises.

En tout cas, cet ouvrier est mort en suant du profit pour un capitaliste qui doit, à présent, rendre des comptes !



Lybie : liberté immédiate pour les Africains réduits en esclavage ! Réagissons face à cette infamie !

La décision de Sarkozy d'intervenir militairement en Lybie en 2011 pour se débarrasser de Khadafi a eu pour effet, non pas de « libérer » la population lybienne de ce dictateur, mais de créer un effondrement de l'État lybien et une anarchie totale dans ce pays qui, depuis, vit sous la loi des milices armées.

À cela s'ajoute la décision récente des pays européens, au premier rang desquels la France, de fermer les frontières de l'Europe aux réfugiés venant du Moyen Orient et d'Afrique subsaharienne... au prétexte de réduire les risques de noyade en Méditerranée.

Fuyant la misère, les dictatures et les guerres, des dizaines de milliers d'Africains se retrouvent aujourd'hui piégés en Lybie et privés de liberté par les passeurs qui les retiennent dans des geôles infâmes. Le comble de l'horreur ayant été atteint ces derniers jours quand un reportage de la chaîne d'infos américaine CNN a montré, en caméra cachée, la vente de ces hommes en tant qu'esclaves à des patrons lybiens, propriétaires fonciers ou patrons du BTP, pour quelques centaines d'euros !

Cette infamie doit cesser ! La société actuelle basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme montre jusqu'où l'appât du gain peut mener les capitalistes et toute la lie de la société.

Le gouvernement français actuel, comme tous ses prédécesseurs, n'ont cessé de défendre, par les armes et le chantage économique, depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui, en Afrique les intérêts des capitalistes français. Il a une lourde responsabilité dans cette situation insupportable. Il doit rendre des comptes et intervenir pour la libération immédiate et sans conditions de ces femmes et de ces hommes. Lui et les autres dirigeants européens doivent ouvrir leurs frontières et les accueillir pour mettre un terme à leurs souffrances !

Samedi 18 novembre, un millier de personnes a manifesté à Paris contre l'esclavage en Lybie. Cette manifestation a été dispersée par la police de Macron. L'URE-CGTR est entièrement solidaire de ces manifestants et pense qu'une dénonciation locale de ces faits, sous forme d'un rassemblement, avec toutes les organisations syndicales et politiques progressistes, serait bienvenue.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.
Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68